MORIN, Rosaire, *Réalités et perspectives économiques* — Faut-il confier à New-York l'avenir des Canadiens français ? Les Éditions de l'Action nationale, 1967. 199 p.

Lionel Groulx

Volume 21, numéro 1, juin 1967

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/302653ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/302653ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Groulx, L. (1967). Compte rendu de [MORIN, Rosaire, *Réalités et perspectives économiques* — Faut-il confier à New-York l'avenir des Canadiens français ? Les Éditions de l'Action nationale, 1967. 199 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 21(1), 133–134. <https://doi.org/10.7202/302653ar>

MORIN, Rosaire, *Réalités et perspectives économiques* — Faut-il confier à New-York l'avenir des Canadiens français? Les Editions de l'Action nationale, 1967. 199 pages.

Un livre attristant qui fait prendre, une fois de plus, aux Canadiens français la "Mesure de leur taille", mais livre combien opportun. Alors que l'on se grise de mots, de prise de conscience exceptionnelle, de sursaut vers la maîtrise du pays québécois, quelle douche d'eau froide administre aux siens l'économiste Rosaire Morin. Et comme il fait bon, et comme il est nécessaire de se dépouiller de ses mirages et de ses illusions! Un examen de l'avoir économique des Canadiens français du Québec, de l'actif de leurs banques, de leurs compagnies d'assurances sur la vie, de leurs compagnies d'assurances générales, de leurs compagnies d'épargnes et de crédit révèle soit un recul, soit une marche de chariot mérovingien. Tableau attristant, avons-nous dit, et qui l'est encore moins par son dur réalisme que par l'aveuglement ou l'insouciance qui feraient croire à un mal incurable. La pensée dominante de M. Morin pourrait se ramener à celle-ci: le pire malheur du peuple canadien-français,

c'est qu'il possède tous les moyens de se guérir de sa pauvreté et que, par inadvertance ou manque d'esprit, il refuse d'en sortir.

Sujet trop rarement abordé par nos historiens en économie que cette absence de solidarité en un domaine si vital de nos jours que le domaine économique, phénomène, infirmité chez un peuple qui ne peut pas ne pas se sentir tenu en échec par de féroces solidarités. Faut-il s'en prendre au seul petit peuple? M. Morin n'est pas de cet avis. Les grands responsables seraient, selon lui, l'homme d'affaires, le professionnel, le clergé, l'ouvrier, le patron, l'employé, le personnel politique, les universités et ajoutons, pour nous-mêmes, toutes les écoles, collèges et couvents, à quelque degré que ce soit. Personne, sauf quelques rares originaux, n'a jamais prêché aux Canadiens français — ce que tout peuple pratique et doit pratiquer d'instinct — la solidarité économique. Pour notre part, nous avons gardé la connaissance d'une époque où parler de cette solidarité à l'école primaire ou ailleurs, prenait l'aspect d'un geste révolutionnaire. Pourquoi provoquer le plus fort? Pourquoi mêler affaires et patriotisme? La défection de l'éducation québécoise sur ce sujet offre quelque chose de navrant. Un petit peuple avait une dure côte à remonter, plus sablonneuse, plus malaisée et de tous les côtés plus exposée au soleil que celle du fabuliste La Fontaine. Combien se sont trouvés sur son chemin pour l'épauler?

Spectacle attristant, répéterons-nous, et qui devrait secouer, une bonne fois, tant d'esprits mollement installés dans Sirius. M. Morin ne manque pas d'humour. Il sait égayer par d'amusantes et parfois cruelles saillies, ses arides tableaux et statistiques. Il nous dit, par exemple, au lancement de son volume, des choses comme celles-ci: "Cette tragique pauvreté nationale doit cesser. Cette servitude économique prend sa racine dans l'émigration de nos épargnes vers l'étranger... Dans un siècle à vitesse nucléaire, les institutions canadiennes-françaises progressent au pas du bœuf qui marche derrière la charrue... En affaires, nous ne parlons pas une langue. Notre argent n'exprime pas notre culture. Notre épargne ne reflète pas des ambitions nationales."

Ouvrage criant de vérité. M. Morin ne se donne point, pour tout cela, figure d'un pessimiste. Au mal il indique le remède. Remède tout simple: faire comme tout le monde. Garder son argent, ses épargnes pour soi-même. Dans une province riche, cesser d'être un peuple pauvre.

LIONEL GROULX, ptre